



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



INSTITUT NATIONAL
DE L'INFORMATION
GÉOGRAPHIQUE
ET FORESTIÈRE

**CHANGER
D'ÉCHELLE**

Institut national de l'information géographique et forestière (IGN)

Etablissement Public de l'Etat à caractère administratif

73 avenue de Paris

94160 Saint-Mandé

Code T.V.A. de l'IGN : FR18180067019

Représenté par M. Sébastien SORIANO, Directeur général de l'IGN,
nommé par décret du 16 décembre 2020 (JORF du 17 décembre 2020)

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP)

Procédure adaptée

Articles L2123-1, R.2123-1, R2123-4 et R2123-5, R.2131-12 du Code de la commande publique

Location maintenance de fontaines à eau pour plusieurs sites de l'IGN

GBM n° 25027

Service responsable de la passation du marché :

Secrétariat Général

Service des Achats et des Marchés

Département des marchés

73 avenue de Paris

94165 Saint-Mandé CEDEX

Table des matières

ARTICLE 1 – OBJET	3
ARTICLE 2 – SITES D'INSTALLATION.....	3
ARTICLE 3 - MODE DE PASSATION ET FORME DU MARCHE	3
ARTICLE 4 - DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	4
ARTICLE 5 - DUREE DE L'ACCORD-CADRE	4
ARTICLE 6 – CONTENU DES PRESTATIONS	4
6-1 - Caractéristiques des fontaines à eau louées	5
6.2 - Installation des fontaines à eau en location-maintenance	5
6.3 - Maintenance des fontaines à eau	6
6.3.1 Maintenance préventive	6
6.3.2 Maintenance corrective.....	7
ARTICLE 7 - LIEUX D'EXECUTION ET QUANTITES DE FONTAINES A INSTALLER PAR SITE	7
ARTICLE 8 - PRIX DU MARCHE	8
8.1. Principes généraux.....	8
8.2. Détermination des prix	8
8.3. Fontaines supplémentaires.....	8
ARTICLE 9 - SECRET- CONFIDENTIALITE.....	9
ARTICLE 10 – FACTURATION ET PAIEMENT	9
10.1 – Présentation des demandes des paiements.....	9
10.2 - Facturation.....	9
10.3.- Délais de paiement.....	10
ARTICLE 11 - NORMES	10
ARTICLE 13 - PENALITES.....	11
ARTICLE 14 - RESILIATION	11
ARTICLE 15 - LITIGES	11
ARTICLE 16 – DEROGATIONS AU CCAG-FCS	11

ARTICLE 1 – OBJET

Le présent marché a pour objet la location-maintenance de fontaines raccordées au réseau d'eau froide, à destination du personnel et/ou du public.

Deux types de fontaines sont demandées :

- Modèle 1 - fontaine à eau chaude /froide/eau tempérée,
- Modèle 2 - fontaine à eau froide/eau tempérée.

Ces prestations concernent plusieurs sites rattachés à l'IGN.

Les lieux d'exécution de la prestation sont mentionnés à l'article 2. Les quantités de fontaines à installer par site sont spécifiées à l'article 7 du présent document et reprise au Bordereau des Prix Unitaire (BPU)

ARTICLE 2 – SITES D'INSTALLATION

Les sites d'installations sont désignés ci-après :

n°	Sites concernés	Adresses
1	Saint-Mandé	73 avenue de Paris 94165 SAINT-MANDÉ Cedex
2	Marne-la-Vallée (ENSG)	Cité Descartes 6-8 avenue Blaise Pascal 77455 MARNE-LA-VALLÉE Cedex 2
3	Aix-en-Provence	Europarc de Pichaury 1330 avenue JRGG de la Lauzière CS 80518 13593 AIX-EN-PROVENCE Cedex 03
4	Caen	73 rue Marie Curie 14200 HÉROUVILLE SAINT-CLAIR
5	Villefranche-sur-Cher	Camp des Landes 41200 VILLEFRANCHE SUR CHER
6	Ramonville Sainte-Agne	Parc technologique du canal 6 avenue de l'Europe 31520 RAMONVILLE SAINT-AGNE
7	Beauvais	3 rue Cassini 60000 TILLE
8	Champigneulles	1 rue des terres blanches 54250 CHAMPIGNEULLES
9	Lyon	239 rue Garibaldi 69003 LYON
10	LIF Nancy	14 rue Girardet 54000 NANCY
11	Bordeaux	RUE PIERRE RAMOND 33160 SAINT-MEDARD-EN-JALLES

ARTICLE 3 - MODE DE PASSATION ET FORME DU MARCHE

La consultation est passée selon la procédure adaptée en application des articles L2123-1 et R2123-1 à R2123-8 du Code de la commande publique.

La consultation donnera lieu à la signature d'un accord-cadre qui sera exécuté par l'émission de bons de commande, conformément aux dispositions des articles R.2162-1 et suivants du Code de la commande publique.

Le marché est conclu sans montant minimum avec un montant maximum de 120 000 € HT.

ARTICLE 4 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, l'accord-cadre est constitué des documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

1. le présent **Cahier des Clauses Particulières (CCP) n° GBM 25027** en date 12/O5/25, qui vaut engagement du titulaire, dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'IGN fait seul foi ;
2. Le **Borderau des Prix unitaires (BPU)** ;
3. le **Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS)** approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 publié au JORF n°0078 du 1^{er} avril 2021. Bien que non joint matériellement à l'accord-cadre, ce document est réputé en faire partie intégrante. Le titulaire ne pourra donc en invoquer l'ignorance pour se soustraire aux obligations qui y sont contenues ;
4. L'offre du titulaire.
Toute clause figurant aux conditions générales du titulaire, sur ses tarifs ou au dos de ses factures et contraire aux documents contractuels indiqués ci-dessus est réputée non écrite.

ARTICLE 5 - DUREE DE L'ACCORD-CADRE

Le marché prend effet à sa date de notification pour une durée de deux ans.

Il est ensuite renouvelable par reconduction tacite pour deux nouvelles périodes d'une durée d'un an. La durée totale du marché ne peut excéder quatre ans.

En cas de non reconduction, l'IGN informera le titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception deux mois au moins avant la date de fin de la période en cours.

ARTICLE 6 – CONTENU DES PRESTATIONS

Le titulaire du marché est chargé d'assurer l'ensemble des prestations et d'en respecter les exigences quantitatives et qualitatives conformément aux dispositions du présent marché. Pendant toute la durée du marché, il devra effectuer des prestations qui devront être particulièrement soignées et exécutées par des personnes habilitées, et également veiller à appliquer et respecter toutes les normes en vigueur.

A ce titre, les prestations doivent comprendre :

- La fourniture et l'installation des appareils sur le réseau de distribution de l'eau,
- La maintenance préventive et corrective des appareils,
- La reprise des appareils installés en fin de marché,
- Les contrôles sanitaires conformément aux réglementations en vigueur.
-

A noter :

- La prestation ne comprend pas la fourniture de gobelet ;
- Les détériorations résultant d'acte de vandalisme ne sont pas couvertes par le présent marché. Dans ces cas, le titulaire facturera à l'IGN le coût des réparations. Dans son offre le titulaire mentionnera à titre indicatif les prix des fontaines ainsi que des pièces de rechanges.

6-1 - Caractéristiques des fontaines à eau louées

Les fontaines à eau pour les sites concernés devront être des fontaines à eau de réseau dite « à détente directe ». Elles seront raccordées sur le réseau d'alimentation EF après vanne d'arrêt au format ½.

Elles devront être équipées d'un bac de rétention avec raccordement possible sur le réseau d'évacuation eaux usées.

Elles devront répondre aux critères de base listés ci-dessous :

- Distribution d'eau tempérée + eau fraîche
- Distribution d'eau tempérée + eau fraîche + eau chaude
- Dispositif d'utilisation
- Filtration au charbon actif
- Protection anti-bactérienne
- Anti gout anti odeur
- Anti calcaire
- Raccordement sur le réseau domestique
- Alimentation électrique conformément aux normes légales en vigueur
- Certification CE et/ou NF
- Equipement disposant d'une attestation de conformité sanitaire
- Opérations de maintenance notifiées dans le carnet sanitaire

Le titulaire devra présenter les caractéristiques des fontaines à eau proposées en location-maintenance dans son offre.

D'une manière générale, l'entreprise tiendra compte de l'ensemble des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires et tous les textes administratifs nationaux et locaux applicables dans le cadre de l'exécution du présent marché pour autant qu'ils soient d'ordre public ou qu'ils suppléent au silence des autres pièces contractuelles.

Elle ne pourra donc se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance de ces textes intéressant directement ou indirectement son activité ou les biens concernés, objet du présent CCTP.

6.2 - Installation des fontaines à eau en location-maintenance

L'installation sur site des fontaines à eau en location-maintenance se déroulera selon un calendrier défini par l'IGN et le prestataire dans un délai maximum de 15 jours ouvrés à compter de la date de notification.

A titre exceptionnel, l'installation de la fontaine n° 5 sur le site de Ramonville Sainte-Agne sera fixée à une date ultérieure pour cause de déménagement au mois de mai 2025.

Pour toute nouvelle fontaine à eau, la livraison et l'installation de fontaine se fera dans un délai maximum de 15 jours ouvrés à compter de la notification du bon de commande.

L'installation et la mise en route des nouvelles fontaines à eau seront à la charge technique et financière du titulaire.

La consommation d'eau et électricité est à la charge de l'IGN.

Un prélèvement d'eau sur chaque fontaine nouvellement installée sera fait par le titulaire qui transmettra les résultats d'analyses à la personne publique.

Le candidat mentionnera dans son offre les obligations en terme d'analyse ainsi que les délais pour communiquer à l'IGN les résultats d'analyse.

Un appareil qui paraîtrait impropre à la consommation ne pourra pas être mis en fonctionnement.

L'installation et l'enlèvement des fontaines à eau sont réalisés à la charge du titulaire comme pour toute livraison et ou enlèvement complémentaire. Aucun frais supplémentaires ne pourra être facturé.

Le titulaire se conformera à toutes les règles d'accès et de circulation sur les sites de l'IGN.

6.3 - Maintenance des fontaines à eau

Les opérations d'entretien et de maintenance des fontaines à eau, ainsi que leur fréquence (changement de filtres, désinfection, nettoyage externe ...) sont détaillées par le titulaire dans son offre et applicables durant l'exécution du marché.

Elles doivent être réalisées par un agent qualifié et formé.

Les prestations de maintenance sont composées des prestations de maintenance préventive et corrective détaillées ci-dessous.

6.3.1 Maintenance préventive

La maintenance préventive vise à maintenir le matériel dans ses fonctionnalités originelles.

Afin de garantir une hygiène bactériologique parfaite, l'entretien des fontaines devra être assuré à minima, une fois par semestre. A défaut de pouvoir répondre à cette périodicité le titulaire justifiera dans sa réponse son délai de maintenance. Les fontaines à eau seront alors nettoyées (notamment le nettoyage externe et nettoyage du récupérateur d'eau) désinfectées, détartrées et débactérisées pour garantir aux consommateurs une bonne hygiène des appareils. Les abords immédiats des fontaines devront être également nettoyés. Le système de filtration et la protection antibactérienne devront être régulièrement entretenus et changés (le candidat mentionnera la périodicité préconisée). Le circuit hydraulique doit être vérifié.

Le titulaire détaillera dans son offre les fréquences des opérations de maintenance préventive sur lesquelles il s'engagera. Il rencontrera après notification du marché et avant le commencement des prestations, l'agent référent de l'IGN afin de fixer le planning prévisionnel des passages de la maintenance préventive.

Le titulaire mettra à disposition de l'IGN des documents de traçabilité des opérations d'entretien faites sur les fontaines à eau. Un bulletin d'intervention sera adressé, daté et signé, au correspondant de l'IGN après chaque passage du technicien. Il sera fourni une copie du bulletin d'intervention en annexe de la facture.

Le titulaire devra effectuer, a minima, une fois par an, et par ses propres moyens, une analyse bactériologique de chaque fontaine en location-maintenance, conformément aux dispositions du code de la santé publique. Dès la fin des analyses, le titulaire s'engage à transmettre les résultats à l'IGN. En cas d'analyse non-conforme, l'utilisation de la fontaine devra être interdite. Le titulaire devra mener une action curative immédiate (sous 48h) sur la fontaine défectueuse. Une fois l'opération réalisée, un nouveau contrôle sera demandé afin de vérifier l'efficacité de l'action curative et ce avant la remise en marche de l'appareil.

Le titulaire doit s'assurer de la conformité de chaque fontaine en service, aux normes électriques en vigueur, de manière à éviter, du fait d'un dysfonctionnement éventuel, les risques de coupure de réseau incompatible avec la continuité du service public.

6.3.2 Maintenance corrective

Cette maintenance consiste en une correction d'une défaillance du matériel.

Ce type de maintenance sera effectué à la demande de l'IGN. Elle a pour but de rétablir un équipement dans sa forme originelle. En cas de dysfonctionnement, le titulaire s'engage à effectuer des dépannages dans le délai optimisé qu'il indiquera dans son offre (maximum sous 48h) à compter de l'heure de signalisation de la panne par mail ou par téléphone.

En cas de panne grave nécessitant une intervention en atelier ou d'une analyse non conforme, le titulaire aura l'obligation de remplacer l'équipement dans un délai optimisé qu'il indiquera dans son offre (maximum sous 72h) par une fontaine en état de fonctionner. Le titulaire devra procéder alors à une nouvelle analyse d'eau.

Ces interventions s'effectueront durant les horaires d'ouverture des sites. A l'issue de chaque intervention, le titulaire devra faire parvenir au référent de l'IGN un rapport d'intervention signé, sur lequel devra figurer la date, le lieu, le problème détecté ainsi que la solution apportée.

Dans le cadre de la maintenance corrective, toutes pièces de remplacement seront à la charge du titulaire et incluses dans le prix de la location-maintenance.

Le titulaire devra prévoir une procédure en cas de dysfonctionnement (numéro d'appel).

ARTICLE 7 - LIEUX D'EXECUTION ET QUANTITES DE FONTAINES A INSTALLER PAR SITE

Site	Sites	Numéro du modèle	Type de fontaines	Quantités
1	Saint-Mandé	1	Eau chaude/eau froide/eau tempérée	38
2	Marne-la-Vallée (ENSG)	2	Eau froide/eau tempérée	7
3	Aix-en-Provence	1	Eau chaude/eau froide/eau tempérée	2
4	Caen	1	Eau chaude/eau froide/eau tempérée	1
5	Villefranche-sur-Cher	1	Eau chaude/eau froide/eau tempérée	5

6	Ramonville Saint-Agne	1	Eau chaude/eau froide/eau tempérée	2
7	Beauvais	1	Eau chaude/eau froide/eau tempérée	2
8	Champigneulles	1	Eau chaude/eau froide/eau tempérée	1
9	Lyon	1	Eau chaude/eau froide/eau-tempérée	2
10	LIF Nancy	2	Eau froide/eau tempérée	1
11	Bordeaux	1	Eau chaude/eau froide/eau-tempérée	1

Soit un total de 62 fontaines.

ARTICLE 8 - PRIX DU MARCHÉ

8.1. Principes généraux

Pour chaque site, les prestations seront réglées par application aux quantités réellement exécutées des prix figurant au sein du Bordereau des Prix unitaires (BPU), à la ligne du site concerné.

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation, ainsi que tous les frais afférents à la réalisation des prestations, au transport, au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au stockage et à l'expédition jusqu'au point de livraison et la documentation.

Le taux de TVA applicable est celui en vigueur au moment du fait générateur.

La monnaie de référence de ce marché est l'euro.

8.2. Détermination des prix

Les prix sont fermes durant toute la durée de l'accord-cadre.

L'installation sur le réseau d'eau potable est comprise dans le prix de la location.

8.3. Fontaines supplémentaires

Pendant l'exécution du marché, l'IGN se réserve la possibilité d'ajouter ou de supprimer des fontaines sur les différents sites.

A la demande écrite de l'IGN, par bon de commande, des fontaines supplémentaires pourront ainsi être installées sur les sites. Pour chaque site, le tarif pour une fontaine supplémentaire sera identique au prix unitaire indiqué dans la BPU.

Le candidat mentionnera son délai de fourniture et d'installation à compter de la réception d'un bon de commande.

Les délais de livraisons seront les mêmes que ceux prévues à l'article 6.2.

ARTICLE 9 - SECRET- CONFIDENTIALITE

Pendant toute la durée du présent marché ainsi qu'après son expiration, et pour quelque cause que ce soit, les parties contractantes s'engagent à ne pas divulguer les documents ou renseignements techniques, financiers ou commerciaux obtenus à l'occasion de l'exécution du marché.

Toute divulgation de renseignements de cette nature doit faire l'objet d'un accord exprès préalable de l'IGN ou du titulaire.

Le titulaire et l'IGN s'engagent à prendre les mesures nécessaires et appropriées, y compris auprès de leurs propres personnels, pour faire respecter les dispositions qui précèdent.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché.

ARTICLE 10 – FACTURATION ET PAIEMENT

10.1 – Présentation des demandes des paiements

Les factures seront émises trimestriellement Elles seront globales et détaillées par site.

Elles porteront, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- la date d'émission de la facture,
- les coordonnées bancaires ou postales,
- le numéro du marché,
- le numéro du bon de commande,
- le détail des prestations,
- le montant hors taxes,
- le montant de la TVA,
- le montant total toutes taxes comprises,
- le numéro de TVA intracommunautaire du titulaire.

10.2 - Facturation

En application de l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, les factures émises à l'encontre de l'IGN doivent être déposées sur le portail Chorus Pro. Cette obligation s'applique à l'ensemble des entreprises depuis le 1^{er} janvier 2020.

Une documentation relative au fonctionnement de la plateforme Chorus Pro est consultable à l'adresse suivante :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/emetteur-de-factures-electroniques/>

Les références à utiliser pour déposer les factures à destination de l'IGN sur Chorus Pro sont :

- le numéro SIRET de l'IGN : 18006701900430,
- le numéro du bon de commande transmis par l'IGN,

Ces références sont indiquées sur le bon de commande transmis par l'IGN.

Il est précisé que l'IGN n'utilise pas de n° service exécutant dans Chorus Pro.

Le comptable assignataire des paiements est l'agent comptable de l'IGN.

Toute question relative à la facturation ou au paiement doit être adressée au service facturier de l'Agence comptable de l'IGN (tél. 01 43 98 83 11 ; courriel : service.facturier@ign.fr).

10.3.- Délais de paiement

Les paiements seront effectués à terme échu suivant les règles de la comptabilité publique par virement administratif dans un délai global maximum de 30 jours à compter de la réception de la facture.

Le défaut de paiement dans le délai prévu ci-dessus fait courir de plein droit des intérêts moratoires et une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement au bénéfice du titulaire. Conformément aux dispositions des articles L2192-10, R2192-10 et suivants du Code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé par l'article R2192-35 du Code de la commande publique à 40 €.

ARTICLE 11 - NORMES

Pour l'exécution des prestations, le titulaire devra se conformer aux normes, règlements et directives européennes en vigueur. Sans vouloir être exhaustive, la liste ci-dessous précise les textes courant auxquels le titulaire se soumet :

L'ensemble des prestations sera conforme aux cadres réglementaires suivants :

- ✓ L'article R. 1321-1 du code de la santé publique (CSP) ;
- ✓ L'article R. 1321-3 du code de la santé publique (CSP) ;
- ✓ La circulaire DGS/PGE/1D N° 2058 du 30 décembre 1986, relative aux distributeurs d'eau fraîche ;
- ✓ toutes les normes électriques relatives aux prestations du présent marché, actuellement en vigueur.

Cette énumération de la réglementation n'est donnée qu'à titre d'information. Elle ne peut constituer une énumération limitative, le titulaire devant se référer à tous les règlements, lois, etc. afférents à sa spécialité. Le titulaire du marché doit aviser ses sous-traitants que ces obligations leur sont applicables ; il reste responsable du respect de celles-ci.

ARTICLE 12 - ASSURANCES

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels causés à l'occasion de l'exécution des prestations, objet du contrat.

ARTICLE 13 - PENALITES

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS.

Non respect des délais de livraison : lorsque le délai contractuel d'exécution ou que les délais de livraison sont dépassés, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, des pénalités de 10 € par 24h de retard sur la prestation concernée.

Non respect des obligations liées à la maintenance préventive

- défaut d'entretien semestriel: 100€ par défaut constaté et par fontaines
- défaut des documents de traçabilité des opérations d'entretien : 20€ par défaut constaté et par fontaines
- absence analyse bactériologique annuelle : 500 € par défaut constaté et par fontaines

ARTICLE 14 - RESILIATION

Les dispositions du chapitre 7 du CCAG-FCS s'appliquent en cas de résiliation de l'accord-cadre.

L'acheteur peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci, soit à la demande du titulaire dans les conditions prévues à l'article 40, soit pour faute du titulaire dans les conditions prévues à l'article 41, soit dans le cas des circonstances particulières mentionnées à l'article 39.

L'acheteur peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général. Dans ce cas, le titulaire a droit à être indemnisé du préjudice qu'il subit du fait de cette décision, selon les modalités prévues à l'article 42.

La décision de résiliation du marché est notifiée au titulaire. Sous réserve des stipulations particulières mentionnées ci-après, la résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

La résiliation du marché ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales contre le titulaire.

ARTICLE 15 - LITIGES

La loi française est seule applicable au présent accord-cadre.

Dans le cas où un accord ne pourrait intervenir après une tentative de règlement amiable entre les parties, tout différend survenu à l'occasion de l'exécution du présent accord-cadre ressort de la compétence du tribunal administratif de Paris.

ARTICLE 16 – DEROGATIONS AU CCAG-FCS

En cas de dispositions contradictoires, les clauses du présent CCP prévalent sur celles du cahier

des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et services (CCAG-FCS).

Les dérogations au CCAG-FCS sont apportées aux articles suivants :

- L'article 4 du CCP déroge à l'article 4.1 du CCAG-FCS
- L'article 13 du CCP déroge à l'article 14.1 du CCAG-FCS